

<https://47.snuipp.fr/Guide-CP-le-ministere-ne-veut-voir-qu-une-tete>



Guide CP : le ministère ne veut voir qu'une tête !

- Métier - Programmes -

Date de mise en ligne : mardi 8 mai 2018

Dernière mise à jour : 0000

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

Le SNUipp-FSU dénonce le caractère injonctif et partial du guide de 130 pages que vient de diffuser Jean-Michel Blanquer à l'attention des enseignantes et des enseignants de CP. L'acte d'enseigner ne peut se résumer à des recettes simplistes et on ne lutte pas contre l'échec scolaire en publiant des brevaires.

En publiant en même temps que quatre circulaires de préconisations aux enseignants un guide de 130 pages pour enseigner au CP, le ministre de l'éducation enterre le concept d'école de la confiance dont il prétendait s'inspirer depuis la rentrée.

Car c'est bien une mise au pas des enseignant-es à laquelle il se livre avec des injonctions visant à encadrer de façon directive les pratiques et les méthodes choisies par les enseignants, en niant totalement leur professionnalité, leur réflexion sur leur métier, leur engagement et les actions qu'ils mènent chaque jour dans leur classe auprès de leurs élèves.

Des injonctions contradictoires avec les programmes

Les questions de réussite scolaire se posent avec acuité à toute la communauté éducative et en premier lieu au ministre, mais celui-ci fait le choix de se polariser sur des questions de « méthodes » en diffusant aujourd'hui un guide pour enseigner la lecture et l'écriture au CP.

Quel est le statut de ce texte qui place délibérément les enseignants devant des injonctions contradictoires ?

Des prescriptions rétrogrades

Donnant comme de coutume la priorité de l'information à la presse plutôt qu'aux enseignants, le ministre a déclaré dans les colonnes du Parisien proposer « les méthodes du XXI^e Siècle qui puisent au meilleur de la tradition et de la modernité ».

Certaines des prescriptions rétrogrades du guide évoquent effectivement une école d'autrefois à l'efficacité fantasmée que la majorité des élèves quittaient à 12 ans.

Quant à la modernité, la référence quasi-exclusive aux neurosciences censées apporter une validation objective aux méthodes qui marchent renvoie plutôt à l'ancien monde où existait une pensée officielle.

Une opération de com qui néglige les vrais leviers pour améliorer l'école

De nouveau dans cette opération de communication avant tout destinée à l'opinion publique, le ministre occulte de manière délibérée l'indispensable formation des enseignants et l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves.

Faire peser la responsabilité sur les enseignants et leurs méthodes lui permet en effet de ne pas aborder la question

budgétaire et celle d'une école primaire sous-investie qui ne sera pas la priorité du gouvernement.

Nous dénonçons cette pratique inacceptable, nous appelons les enseignant-es à continuer d'inscrire leurs pratiques dans le cadre institutionnel prévu par la loi, c'est-à-dire appliquer les programmes en faisant usage de leur liberté pédagogique et en s'appuyant sur les travaux de toute la recherche.